



RAPPORT

Zonage d'assainissement pluvial de Pont-Saint-Martin

Synthèse non technique

Décembre 2016

Commune de Pont-Saint-Martin



PONT SAINT MARTIN



sce

Aménagement
& environnement

CLIENT

RAISON SOCIALE	Commune de Pont-Saint-Martin
COORDONNÉES	rue de la Mairie 44860 Pont-Saint-Martin Tél. 02.40.26.80.23
INTERLOCUTEUR (nom et coordonnées)	Monsieur BENETREAU Tél. 02.40.26.89.40 Port. : 06.71.57.38.03 voirie@mairie-pontsaintmartin.fr

SCE

COORDONNÉES	4, rue Viviani – CS26220 44262 NANTES Cedex 2 Tél. 02.51.17.29.29 - Fax 02.51.17.29.99 E-mail : sce@sce.fr
INTERLOCUTEUR (nom et coordonnées)	Monsieur Meyer Antoine Tél. 02.51.17.29.29 E-mail : antoine.meyer@sce.fr

RAPPORT

TITRE	Synthèse non technique du zonage d'assainissement pluvial
NOMBRE DE PAGES	8
NOMBRE D'ANNEXES	0
OFFRE DE RÉFÉRENCE	150610 – Édition 1 – Aout 2016
N° COMMANDE	

SIGNATAIRE

RÉFÉRENCE	DATE	RÉVISION DU DOCUMENT	OBJET DE LA RÉVISION	RÉDACTEUR	CONTRÔLE QUALITÉ
150610	05/08/16	Édition 1		AMY	SBE

Sommaire

1. Avant-propos	4
1.1. Contexte de l'étude	4
1.2. Objet du présent document	4
2. Qu'est-ce qu'un zonage pluvial	5
2.1. Objectifs	5
2.2. Contenu et nature des préconisations.....	5
3. Le zonage retenu	6
3.1. Cas général	6
3.2. Ouvrages à créer pour compenser l'urbanisation	6
3.2.1. Prescriptions relatives aux zones urbanisées et à urbaniser	6
3.2.2. Dispositions particulières relatives à la qualité des eaux	7
3.3. Mise en œuvre des prescriptions.....	7
3.4. Préservation des espaces naturels.....	7

1. Avant-propos

1.1. Contexte de l'étude

Le PLU de la commune de Pont-Saint-Martin a été révisé et approuvé en octobre 2014. Dans le cadre de cette révision, un schéma directeur des eaux pluviales est réalisé ainsi que la cartographie des réseaux d'eaux pluviales et le zonage d'assainissement pluvial.

C'est dans ce contexte que la commune a souhaité la réalisation d'une étude sur l'assainissement pluvial à l'échelle communale. La présente mission a pour objectif de :

- ▶ Permettre à Pont-Saint-Martin de disposer des plans de réseaux d'eaux pluviales sur les zones urbanisées et de connaître leur fonctionnement
- ▶ Rendre le PLU de Pont-Saint-Martin compatible avec le SCOT du Pays de Retz, le SDAGE Loire-Bretagne et le SAGE de Logne, Boulogne, Ognon et Lac de Grand Lieu par la réalisation du zonage d'assainissement pluvial qui lui sera annexé.

Cela implique la réalisation d'un schéma directeur global d'assainissement des eaux pluviales qui intégrera :

- ▶ La réalisation d'un schéma directeur d'assainissement pluvial : étude hydraulique sur les réseaux existants (volet curatif) puis définition d'un programme de travaux
- ▶ L'élaboration d'un zonage des eaux pluviales (volet préventif) qui permettra à la commune de définir un cadre réglementaire à la gestion des eaux pluviales. Ce zonage est intégré au PLU

L'étude de schéma directeur se déroule suivant 7 phases :

- ▶ Phase 1 : Étude détaillée de la situation actuelle
- ▶ Phase 2 : Étude sommaire de la situation future
- ▶ Phase 3 : Établissement du schéma directeur
- ▶ Phase 4 : Zonage des eaux pluviales
- ▶ Phase 5 : Établissement de la demande au cas par cas
- ▶ Phase 6 : Élaboration du règlement d'assainissement des eaux pluviales
- ▶ Phase 7 : Déclaration des réseaux existants

1.2. Objet du présent document

Le présent document est une synthèse des préconisations formulées dans le document de zonage, qui a valeur réglementaire. Il s'applique à tous les administrés ou projets sur la commune, et est opposable aux tiers.

En vue de l'enquête publique du zonage, cette note a pour objectif de vulgariser les dispositions qui ont été prises de manière à les rendre intelligibles pour tout un chacun.

2. Qu'est-ce qu'un zonage pluvial

2.1. Objectifs

L'objectif du zonage est de réglementer les pratiques en matière d'urbanisme et de gestion des eaux pluviales.

Il s'agit d'un document réglementaire opposable aux tiers qui s'applique sur toute la commune, c'est-à-dire :

- ▶ À tous les administrés
- ▶ À tous les projets sur la commune

Cette étude permettra ainsi de répondre aux obligations réglementaires issues de la Loi sur l'Eau qui impose aux communes ou leurs groupements de délimiter après enquête publique :

- ▶ « Des zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement
- ▶ Des zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement »

2.2. Contenu et nature des préconisations

Le dossier de zonage se compose d'un rapport de présentation et de cartographies couvrant l'ensemble du territoire communal.

La carte du zonage répertorie :

- ▶ Les zones urbanisables, de type « U » au PLU
- ▶ Les zones sur lesquelles existent des projets d'urbanisation d'envergure : généralement zones d'urbanisation future de type « AU » au PLU
- ▶ Les zones protégées (cours d'eau, zones humides)

Concrètement, les préconisations formulées au zonage ci-après portent sur :

- ▶ Le débit de fuite maximal autorisé pour toute nouvelle construction sur la commune
- ▶ Les ouvrages d'assainissement pluvial à créer lors de l'urbanisation (pour ne pas impacter les réseaux et les cours d'eau)
- ▶ Les techniques à privilégier pour la réalisation de ces ouvrages et les dispositions constructives à respecter (pour s'assurer de l'efficacité / de la pérennité des dispositifs et de l'esthétisme de ces ouvrages)
- ▶ La définition d'emplacements réservés pour la réalisation d'ouvrages de gestion des eaux pluviales (bassins de régulation) ou de servitudes pour les réseaux traversant des propriétés privées

3. Le zonage retenu

3.1. Cas général

Les eaux pluviales doivent être totalement gérées à la parcelle :

- ▶ Par rétention et infiltration si la nature du sol le permet (étude de sol à réaliser à la charge du pétitionnaire)
- ▶ Sinon, par rétention et régulation

Dans ce second cas, les ouvrages de rétention et de régulation des eaux pluviales doivent être dimensionnés pour une pluie d'occurrence décennale, avec, en cas de rejet, une régulation à 3 l/s/ha ou à défaut justifier qu'ils atteignent au minimum le même niveau d'efficacité.

Quel que soit le projet, le pétitionnaire devra fournir, lors de sa demande de permis de construire :

- ▶ Dans tous les cas
 - Le calcul des surfaces imperméabilisées réparties par nature (voirie bâtiment, allée piétonne, terrasses, ..). NB : Les surfaces imperméabilisées sont composées des surfaces bâties, ainsi que des surfaces goudronnées, des terrasses, ... etc : de toutes surfaces au niveau desquelles les eaux de pluie ne peuvent plus s'infiltrer dans le sol
 - Le débit de fuite,
 - Le volume de rétention (si l'infiltration n'est pas possible)
 - Le plan de principe et d'implantation du système
- ▶ En cas d'infiltration, les données suivantes devront être fournies en complément :
 - La perméabilité du sol
 - La surface d'infiltration

Pour des raisons de faisabilité technique, le débit minimal de régulation est fixé à 0,5 l/s et le volume minimal de rétention des eaux pluviales de 1 m³.

Cette gestion à la parcelle s'applique dès la création d'un projet (création ou extension) supérieur à 40 m² d'imperméabilisation.

Pour les projets d'aménagement inclus ou non dans une OAP (Orientation d'Aménagement et de Programmation), l'aménageur devra définir si les eaux pluviales sont gérées globalement à l'échelle de l'opération ou s'il souhaite mettre en œuvre une gestion à la parcelle. Quelle que soit la solution retenue, l'aménageur devra respecter, en cas de rejet, le débit de restitution au réseau calculé pour l'ensemble de l'opération.

Pour les eaux pluviales qui ne pourraient être infiltrées sur la parcelle et en l'absence de réseau ou en cas de réseau collecteur insuffisant, le pétitionnaire réalisera sur son terrain et à sa charge les dispositifs nécessaires au traitement et au libre écoulement des eaux pluviales. Ces dispositifs devront être appropriés et proportionnés à l'opération et au terrain.

3.2. Ouvrages à créer pour compenser l'urbanisation

3.2.1. Prescriptions relatives aux zones urbanisées et à urbaniser

Afin de ne pas aggraver la situation actuelle, l'urbanisation de toute zone de type « U » (Urbanisées) et « AU » (À Urbaniser) au PLU devra nécessairement s'accompagner de la mise en œuvre de mesures compensatoires pour infiltrer ou réguler les débits d'eaux pluviales (gestion quantitative des rejets).

Sur ces zones, **l'élaboration d'un plan de gestion global des eaux pluviales est exigée**. Ce plan de gestion devra définir à l'échelle de chaque zone les modalités de gestion des eaux pluviales et détailler les ouvrages nécessaires ainsi que leur implantation en justifiant de leur dimensionnement. Les mesures compensatoires doivent permettre d'infiltrer dans la mesure du possible ou à défaut de réguler les débits d'eaux pluviales (gestion quantitative des rejets). Pour le dimensionnement des ouvrages de régulation / infiltration sur les zones d'urbanisation future, le niveau de protection retenu est la période de retour de 10 ans.

Cela signifie que les mesures à mettre en œuvre doivent être dimensionnées afin de réguler des précipitations dont le temps de retour est égal à 10 ans.

Le débit ruisselé en sortie des zones à urbaniser ne devra pas dépasser un ratio de 3 L/s/ha. L'atteinte de cet objectif se fera par la mise en œuvre :

- ▶ D'ouvrages d'infiltration lorsque cela est possible
- ▶ D'ouvrages de régulation (uniquement si l'infiltration n'est pas possible) dont le débit de fuite sera calculé sur la base du ratio : **3 l/s/ha**

3.2.2. Dispositions particulières relatives à la qualité des eaux

La mise en place d'un traitement des eaux pluviales est justifiée lorsque la nature des eaux pluviales est susceptible d'être particulièrement polluante. Cela peut notamment être le cas des zones industrielles, artisanales (selon les activités présentes) et de stationnement important (parking de zones commerciales par exemple).

La collectivité pourra, en fonction de la nature des activités pratiquées, imposer la mise en œuvre de dispositifs de traitement au sein des zones d'activités. Dans tous les cas, les objectifs réglementaires de traitement des eaux pluviales avant rejet devront être respectés en fonction de l'activité, de la sensibilité du milieu, mais aussi des prescriptions imposées au projet telles que la loi sur l'eau (dossier réglementaire,...).

Le règlement de service de Pont-Saint-Martin peut renforcer la réglementation en vigueur s'il estime que la sensibilité du milieu récepteur l'exige.

3.3. Mise en œuvre des prescriptions

Les ouvrages de gestion des eaux pluviales à créer devront respecter les dispositions indiquées au document de zonage de manière à s'assurer de leur efficacité / pérennité et de l'esthétisme de ces ouvrages.

Le recours à l'infiltration des eaux pluviales dans le sol sera privilégié dès que possible.

Les techniques dites « alternatives » seront également privilégiées :

- ▶ Collecte des eaux pluviales assurée en grande partie par des fossés et non des canalisations
- ▶ Ouvrages paysagers, enherbés, s'intégrant bien au paysage

Ces techniques sont présentées dans le document de zonage.

L'entretien et le bon fonctionnement de tous les dispositifs de régulation seront assurés par le maître d'ouvrage du projet.

3.4. Préservation des espaces naturels

Le zonage rappelle que les constructions ou aménagements d'ouvrages quelconques sont interdits sur les zones humides.

L'inventaire des zones humides a déjà été réalisé sur la commune.

Les zones à préserver sont donc identifiées. Elles figurent au PLU et sur la carte de zonage.



www.sce.fr

GROUPE KERAN